

LA LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

N° 268 DU LUNDI 13 NOVEMBRE 2017

FOCUS

L'ASSEMBLEE NATIONALE ADOPTE LE BUDGET OUTRE-MER.....	3
FOCUS SUR LES ASSISES DES OUTRE-MER	6

LA TENDANCE

La place des Outre mer : les déclarations politiques à l'épreuve des faits

Les plus hautes autorités de l'Etat se sont tour à tour récemment exprimées sur nos Outre mer, et nous avons tout lieu de nous en réjouir.

En effet, le président de la République, lors de son récent déplacement en Guyane a parlé de nouveaux horizons économiques et le premier Ministre a de son côté défendu devant les députés le « réflexe Outre mer ».

Les assises des Outre-mer ont pour vocation affichée d'articuler les propositions des territoires avec ces affirmations politiques mais la vigilance s'impose car plusieurs signaux nous interpellent quant à la cohérence des propos et des actes et ce à toutes les échelles. Citons, à titre d'exemple, la baisse de 20 M€ des crédits alloués au logement, l'élargissement des critères d'éligibilité au soutien au fret et dans le même temps la diminution significative du budget alloué au financement de cette mesure, passé de 26 M€ lors de sa mise en œuvre en 2011 à 3 M€ dans la maquette budgétaire 2018, ou enfin les obstacles administratifs à la mise en œuvre d'une procédure accélérée en matière de chômage technique à Saint-Martin.

Nous restons donc particulièrement attentifs aux suites réservées dans le cadre des débats budgétaires à nos préoccupations majeures telles que le gel du passage de la défiscalisation au Crédit d'impôt, la prolongation des dispositifs ou l'élargissement du FIP DOM pour ne citer qu'eux.

Débattre, c'est bien, mais envoyer dès le Budget 2018 des signaux positifs pour les économies ultramarines, c'est mieux.

GOVERNEMENT

La reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

Dans un compte rendu du Conseil des ministres du 7 novembre 2017, la ministre des outre-mer a présenté une communication sur la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, à la suite du déplacement du Premier ministre aux Antilles du 4 au 6 novembre.

<http://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2017-11-07/la-reconstruction-des-iles-de-saint-barthelemy-et-de-saint-m>

Sur le même sujet :

Le premier ministre et le président de la COM ont signé un protocole financier à hauteur de 62 M€ :

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/17698/gouvernement/un-partenariat-de-confiance-et-d%E2%80%99exigence-%C3%A0-hauteur-de-62-m%E2%82%AC>

Le président de la Collectivité aime reprendre l'expression d'**Emmanuel Macron**, selon laquelle il va « *bousculer les normes* » pour faciliter la reconstruction. **Daniel Gibbs** assure l'avoir déjà fait en simplifiant certaines procédures.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/17691/opinion/reconstruction-les-risques-de-bousculer-les-normes>

Cartes prépayées : les familles sinistrées concernées par ce dispositif seront informées par les services des finances publiques de la collectivité d'ici une dizaine de jours.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/17682/gouvernement/l%E2%80%99etat-accorde-une-aide-financi%C3%A8re-mais-impose-le-lieu-de-son-usage>

Edouard Philippe annonce un moratoire sur les charges sociales patronales :

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/030836195546-irma-edouard-philippe-annonce-un-moratoire-sur-les-charges-sociales-patronales-2127868.php#VVMKqSvH3G2E6pp4.99>

Interpellé sur la lenteur des versements des indemnités par les assureurs, le Premier ministre « prend ces derniers aux mots »

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/17685/argent/rapidite%C3%A9-des-indemnisations-edouard-philippe-prend-aux-mots-les-assurances>

Montagne d'or en Guyane : une mine de problèmes en vue !

En marge de la conférence climat COP23, un tribunal international des droits de la nature passe au crible des projets portant atteinte à l'environnement. Parmi eux, celui de la Montagne d'Or, en pleine forêt amazonienne, dans le nord-ouest de la Guyane. Nicolas Hulot s'est d'ailleurs prononcé mercredi 8 novembre contre ce projet en Guyane auquel le chef de l'Etat a plusieurs fois apporté son soutien, notamment lors de son dernier voyage en Guyane fin octobre.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/nicolas-hulot-oppose-au-projet-montagne-guyane-530079.html>

http://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop-23-un-tribunal-citoyen-va-juger-le-projet-de-mine-d-or-geante-en-guyane_2456326.html

<https://blogs.mediapart.fr/anne-papier/blog/021117/montagne-dor-en-guyane-une-mine-de-problemes-en-vue>

Guyane : Les frontières maritimes sur le Maroni désormais fixées par un accord France-Suriname

Un accord de coopération a été signé mercredi à Paris entre la France et le Suriname, fixant les limites des compétences maritimes entre le Suriname et la Guyane dans l'estuaire du fleuve Maroni, pour lutter contre les trafics et la pêche illégale, a annoncé le ministère des Outre-mer.

<http://outremers360.com/politique/guyane-les-frontieres-maritimes-sur-le-maroni-desormais-fixees-par-un-accord-france-suriname/>

Référendum en Nouvelle-Calédonie : Vers une « déclaration commune » et un scrutin en octobre 2018

Le long processus de décolonisation entamé à la signature de l'Accord de Matignon en 1988 arrive à sa phase finale. Un an avant le référendum d'autodétermination, l'épineuse question du corps électoral appelé à s'exprimer dans le cadre de ce référendum est résolue, ne reste plus que la date et la formulation exacte de la question à définir. Avant cela, le Premier Ministre **Edouard Philippe** se rendra en Nouvelle-Calédonie, selon nos sources, du 2 au 5 décembre. L'occasion pour le Chef du gouvernement de tenter de rassembler l'ensemble des élus calédoniens, indépendantistes et non-indépendantistes, autour d'une « déclaration commune » qui va dessiner la dernière ligne droite vers la consultation.

<http://outremers360.com/politique/referendum-en-nouvelle-caledonie-vers-une-declaration-commune-et-un-scrutin-en-octobre-2018/>

172 millions d'euros pour le centre hospitalier de Mayotte

En réponse à une question du député de Mayotte **Mansour Kamardine**, la ministre de la santé, **Agnès Buzyn** a annoncé un investissement de 172 millions d'euros pour le centre hospitalier.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/172-millions-euros-centre-hospitalier-mayotte-530039.html>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Elections à la Délégation sénatoriale aux outre-mer

À la suite du renouvellement partiel du Sénat, la Délégation sénatoriale aux outre-mer a tenu le 9 novembre sa réunion constitutive. Les membres de la délégation ont reconduit M. Michel Magras aux fonctions de Président de la délégation. Ont également été désignés les 10 vice-présidents et les 4 secrétaires.

Consulter la liste des membres du Bureau :
<https://www.senat.fr/presse/cp20171109b.html>

L'équivalent « Fonds Vert » réintroduit dans le budget des Outre-mer

L'équivalent « Fonds vert », un programme de financement de projets destiné aux Collectivités du Pacifique pour lutter contre les effets du réchauffement climatique, que le gouvernement ne souhaitait pas reconduire en 2018, a été réintroduit dans le budget Outre-mer 2018 grâce à un amendement de la députée de Polynésie française, **Maina Sage**. Soulignons par ailleurs que, de manière générale et malgré un budget présenté « optiquement » à la hausse, les députés ont émis beaucoup de réserves lors du vote du budget Outre-mer en première lecture ce jeudi 9 novembre.

<http://outremers360.com/politique/rechauffement-climatique-lequivalent-fonds-vert-reintroduit-dans-le-budget-des-outre-mer/>

Suppression de 140 000 contrats aidés : Ericka Bareigts interpelle la ministre du travail

Lors de la séance publique de mercredi 8 novembre à l'Assemblée nationale, la députée de La Réunion **Éricka Bareigts** a interpellé la ministre **Muriel Pénicaud** sur les modalités de la suppression de 140 000 contrats aidés en 2018 dans les Outre-mer.

<http://www.linfo.re/la-reunion/economie/730254-suppression-de-140-000-contrats-aides-ericka-bareigts-defend-les-outre-mer-a-l-assemblee>

Lire son communiqué :

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/11/10/la-deputee-defend-l-amendement-contre-la-suppression-des-contrats-aides-video-ericka-bareigts-non-il-n-y-a-pas-d-assistanat.71999.html>

L'Assemblée nationale adopte le budget Outre-mer en première lecture

Malgré l'opposition déclarée des groupes FI, GDR, NG et LR, les députés ont voté par 91 voix pour et 39 contre la mission Outre-mer du budget 2018.

<https://www.clicanoo.re/Politique/Article/2017/11/10/LAssemblee-nationale-adopte-le-budget-Outre-mer-en-premiere-lecture>

Sur ce sujet : Lire l'analyse politique de **Philippe le Claire** parue dans Clicanoo :

« Si l'Assemblée nationale a adopté le budget Outre-mer en première lecture, c'est presque par accident, car la grande majorité des députés ultramarins s'y est opposée, suscitant une alliance d'opportunité inédite [...]. » Lire la suite : https://www.clicanoo.re/Editorial/Article/2017/11/10/Les-outre-mer-sont-des-territoires-davenir-et-qui-le-resteront_499905

Huguette Bello interpelle le gouvernement sur la suppression de l'APL accession

À l'Assemblée Nationale, mardi 7 novembre, la députée de la Réunion a posé la question de la fin de l'aide à l'accession à la propriété, prévue dans le projet de loi de Finances du gouvernement Philippe. Selon **Huguette Bello**, la suppression de l'APL accession impacterait très négativement les familles réunionnaises, mais aussi l'économie du bâtiment réunionnais. Ci-dessous, la question au gouvernement de la députée.

http://www.zinfos974.com/Huguette-Bello-interpelle-le-gouvernement-sur-la-suppression-de-l-APL-accession_a120937.html

Sur ce sujet également lire la tribune libre de **Firose Gador**, conseillère municipale du Port : « La fin de l'accession sociale à la propriété ? » <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/11/09/tribune-libre-de-firose-gador-conseillere-municipale-du-port-la-fin-de-l-accession-sociale-a-la-propriete,71941.html>

COMMISSION EUROPÉENNE

Débat sur l'accession des Comores à l'OMC

Le litige franco-comorien au sujet de Mayotte crée un débat sur l'adhésion de l'archipel à l'Organisation mondiale de commerce. La neutralité serait de mise.

<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/adhesion-debat%20sur%20l'accession%20des%20comores%20a%20l'omc/>

Retours sur la 22^{ème} édition de la Conférence des Régions Ultrapériphériques

<http://regions-france.org/actualites/en-direct-des-regions/guyane-22eme-edition-de-conference-regions-ultraperipheriques/>

La Commission Européenne sur le terrain en Guadeloupe

Vendredi 10 novembre le Comité de suivi des fonds européens organisait une réunion plénière. La veille elle était sur le terrain afin de veiller à la qualité et à l'efficacité de la mise en œuvre des programmes européens en Guadeloupe, dans le cadre de la programmation 2014-2020.

<http://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/la-commission-europeenne-sur-le-terrain-456896.php>

FOCUS SUR LES ASSISES

La plate-forme numérique nationale — www.assisesdesoutremer.fr — offre à chacun de s'exprimer en concrétisant une consultation citoyenne. Un mois après son lancement, le site a déjà accueilli plus de 27 000 visiteurs.

Participer aux ateliers locaux

En Guadeloupe

Plusieurs ateliers locaux sont programmés sur l'ensemble du territoire jusqu'à fin janvier 2018. Il est possible de s'inscrire en ligne sur le site <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr/> ou via le lien

<http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr/Enquetes/Assises-des-outre-mer-questionnaire-a-renseigner>. Chacun peut aussi envoyer une contribution écrite à l'adresse suivante :

assisesguadeloupe@guadeloupe.pref.gouv.fr

Ce plan d'actions pour la Guadeloupe sera présenté localement en avril 2018. Il alimentera le livre bleu national, publié en mai prochain.

Source :

<http://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/politique/participez-aux-assises-de-l-outre-mer-456891.php>

En Martinique

L'État et la CTM seront les chevilles ouvrières des travaux menés dans 6 ateliers thématiques. En parallèle, jusqu'au 22 novembre prochain les Martiniquais sont invités à définir les priorités d'action via le questionnaire officiel www.assisesdesoutremer.fr

Le Medef Martinique a l'intention d'être actif sur l'atelier portant sur le tourisme compte tenu de la problématique de la reconstruction des hôtels. « *Il peut y avoir une politique touristique dictée par le gouvernement ou des instances locales, mais ce sont les entreprises qui se trouvent derrière la production touristique. Nous allons également apporter nos réflexions et nos propositions dans les ateliers qui vont travailler sur les jeunes talents et la biodiversité* », indique **Bernard Édouard**.

Source :

<http://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/politique/assises-des-outre-mer-place-aux-ateliers-441808.php>

En Polynésie

Lors de la première réunion publique des Assises des Outre-mer, qui s'est déroulée mardi 7 novembre à Taravao, une cinquantaine de personnes étaient présentes. Violences faites aux femmes, la jeunesse, le handicap, la décolonisation... Les sujets abordés ont été nombreux. La prochaine réunion publique se déroulera à Papara, mercredi 8 novembre à 18h00, à la salle omnisports.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahti/assises-outre-mer-premiers-echanges-riches-530207.html>

A La Réunion

Dans le cadre des ateliers locaux de préparation des assises de l'Outre Mer et des propositions spécifiques à La Réunion à donner au prochain Comité Interministériel de la Mer, le Cluster Maritime de La Réunion a mis en place un groupe de travail avec l'INSEE et l'IEDOM sur le « *poids actuel* » de l'économie bleue sur notre territoire. Le Cluster Maritime de La Réunion attend "avec impatience" les propositions de la Région Réunion concernant la création d'un pôle mer, semblable à ce qui peut exister en Bretagne ou en PACA. "Les perspectives offertes par les interventions des Présidents **Macron** et

Juncker au cours de la réunion des RUP en Guyane sont à exploiter très vite", ajoute **Maurice Cérésola**, Président du Cluster Maritime de La Réunion.

Consultez la liste des rapporteurs réunionnais : <http://www.temoignages.re/politique/actualites/presentation-des-rapporteurs-des-assises-des-outre-mer,91229>

Pour rappel :

<http://www.reunion.gouv.fr/assises-des-outre-mer-prenez-la-parole-a3240.html>

En Guyane

<https://www.ctguyane.fr/lancement-assises-de-loutre-mer-guyane/>

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Report de la sortie du rapport de Philippe Gustin

Le délégué interministériel pour la reconstruction de Saint-Martin, **Philippe Gustin**, devait rendre son rapport et ses préconisations vendredi 10 novembre au président de la République et à la ministre des Outre-mer. Or, il vient d'être décidé de reporter sa sortie.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/17688/gouvernement/report-de-la-sortie-du-rapport-de-philippe-gustin>

Le président Macron a-t-il séduit les élus martiniquais ?

Et si, contrairement à une idée bien répandue, les élus martiniquais, toutes chapelles confondues, étaient beaucoup plus macronistes qu'ils ne veulent bien le dire. Il n'est que de voir l'accueil poli réservé au Premier ministre, samedi dernier. Aucun discours de rupture, aucune manifestation d'hostilité, nul défilé de protestation dans les rues de Fort-de-France. Pour beaucoup d'observateurs cette attitude interpelle par rapport aux options du président pour le développement de l'outre-mer.

Source :

<http://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/president-macron-seduit-nos-elus-529793.html>

RSA : la COM de Saint-Martin redemande d'adapter localement les conditions de son versement

Avec vingt voix pour, le Conseil territorial de Saint-Martin réuni en séance plénière jeudi 9 novembre, a voté une demande d'habilitation à adapter localement les conditions de versement du revenu de solidarité active (RSA) à Saint-Martin. Cette demande au Parlement avait été formulée par la précédente majorité le 26 juin 2014 pour une durée de deux ans et acceptée par l'Etat. Elle était expirée et la nouvelle majorité a voulu la renouveler. Seul **Alain Richardson** a voté contre.

<http://www.souligapost.com/fr/actualite/17724/social/rsa-la-com-redemande-d%E2%80%99adapter-localement-les-conditions-de-son-versement>

Roches noires et Boucan - Le Département verse 480.000 euros pour les filets anti squales

Dans son compte rendu sur la commission permanente du mercredi 8 novembre, le conseil départemental a annoncé avoir voté le financement de 480.000 euros pour l'acquisition de filets anti-requins. Une nouvelle bien accueillie à la mairie de Saint-Paul.

<http://www.ipreunion.com/conseil-general/reportage/2017/11/10/crise-requin-le-departement-verse-480-000-euros-pour-les-filets-saint-paul,71972.html>

L'agriculture polynésienne est en berne

Aucun des quatre objectifs de la politique agricole n'est en voie d'être atteint. La protection de la production locale génère une inflation constante des prix. La chambre territoriale des comptes décrit un secteur peu dynamique, dans lequel les données chiffrées manquent, centré sur des aides dont l'efficacité reste à prouver et a émis 14 recommandations pour transformer les vœux pieux en réalités.

<http://www.ladepeche.pf/lagriculture-polynesienne-choux/>

Développement économique : La Région Réunion et la BPI, nouveaux garants des très petites entreprises

Le 7 novembre dernier, la Région Réunion et la BPI (Banque Publique d'Investissement) ont signé une convention qui permettra aux très petites entreprises d'avoir accès aux prêts bancaires.

<http://outremers360.com/economie/developpement-economique-la-region-reunion-et-la-bpi-nouveaux-garants-des-tres-petites-entreprises/>

* *
*

VIE DE LA FEDOM

Save the date : les prochains évènements de la FEDOM (réservés aux adhérents)

Commission Mer : annulée, le rendez-vous est donné pour le 23 novembre lors du Colloque

Commission Tourisme : jeudi 16 novembre à 14h00 à la FEDOM

Commission Economique : vendredi 17 novembre à 10h à la FEDOM

Conseil d'administration : le 17 novembre, à 14h à la Maison de la Chimie

Colloque « La France, Géant des Mer » : la FEDOM est partenaire de la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée Nationale

La Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale organise en partenariat avec la FEDOM et le Cluster Maritime Français un colloque intitulé « *La France, Géant des Mers : les Outre-mer au défi de la croissance bleue* » qui se déroulera le 23 novembre prochain de 8h30 à 12h30. Inscription en ligne avant le 17 novembre : <http://goo.gl/mQdwjB>

Pour toute demande d'information : colloquemer@assemblee-nationale.fr

VIE DES ADHÉRENTS

Le Groupe CMA CGM fait le choix du gaz naturel liquéfié pour ses navires géants

Le 7 novembre, le Groupe CMA CGM annoncera la commande de neuf nouveaux porte-conteneurs d'une capacité de 22 000 Equivalents Vingt Pieds (EVP), propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL). Ces navires seront les premiers d'une telle taille à utiliser un carburant alternatif au fuel lourd.

Ce projet s'inscrit dans l'engagement historique du Groupe en faveur de l'environnement. Il est l'aboutissement de nombreux travaux sur le GNL menés depuis 2010.

A travers cette innovation majeure, CMA CGM souhaite se positionner comme un acteur de la transition énergétique et entrainer dans son sillage l'ensemble de la filière du GNL en France et en Europe.

Lire la note : <https://fedom.org/2017/11/10/le-groupe-cma-cgm-fait-le-choix-du-gaz-naturel-liquefie-pour-ses-navires-geants/>

XL Airways a inauguré sa ligne Réunion-Toulouse

Le premier vol XL Airways à destination de Toulouse a décollé dans la soirée du 1er novembre de l'aéroport Roland Garros avec à son bord près de 300 passagers.

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2017/11/08/XL-Airways-inaugure-sa-ligne-Reunion-Toulouse_499588

De l'importance des lignes aériennes régionales pour rapprocher les peuples

La ministre du Tourisme, **Nicole Bouteau**, a ouvert, mercredi, la 67e réunion de l'Association of South Pacific Airlines (ASPA). L'ASPA regroupe les compagnies aériennes des îles du Pacifique Sud et a pour mission de promouvoir la coopération au sein des compagnies membres, pour le développement de l'aviation commerciale dans le Pacifique Sud. Les compagnies Air Tahiti et Air Tahiti Nui en sont membres. Les thèmes retenus par l'ASPA pour cette réunion sont l'environnement et la cyber sécurité.

<http://www.tahitineews.co/de-limportance-des-lignes-aeriennes-regionales-pour-rapprocher-les-peuples/>

Des industriels allemands en visite en Guadeloupe

Une délégation de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie est en visite en Guadeloupe. Des sociétés spécialisées dans les systèmes solaires photovoltaïques font partie de ce voyage d'affaires. **Bruno Blandin**, président

du Medef et consul honoraire de la République fédérale s'en réjouit : « Cette première visite d'une délégation de la chambre franco-allemande permet de mettre en relation certaines entreprises de la Guadeloupe avec des fournisseurs allemands au lieu d'aller acheter leur matériel en Chine. Il y a vraiment à apprendre de l'Allemagne sur le plan technique. »

<http://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/des-industriels-allemands-en-visite-en-guadeloupe-456828.php>

Nouveau retard dans la signature du partenariat entre Air Austral et Air Madagascar ?

La signature du pacte d'actionariat, ou "closing" qui devait officialiser le mariage entre Air Madagascar et Air Austral prévu à la fin du mois d'octobre n'aurait pas encore eu lieu, selon Les Nouvelles de Mayotte.

http://www.zinfos974.com/Nouveau-retard-dans-la-signature-du-partenariat-entre-Air-Austral-et-Air-Madagascar_a120870.html

Loi de Finances 2018 : L'ACCIOM remercie les députés qui se sont opposés à la baisse de ses ressources

<http://outremers360.com/politique/loi-de-finances-2018-lacciom-remercie-les-deputes-qui-se-sont-opposes-a-la-baisse-de-ses-ressources/>

L'association Santé en Entreprises se bat contre le Diabète à La Réunion

La 7ème édition de la Caravane "Diabète tous concernés" sillonnera l'île de La Réunion du 13 au 18 novembre 2017. Les interventions se feront plus précisément dans les communes de Sainte Marie, Saint-Denis, Sainte Suzanne, Le Port, Saint Paul et Sainte Clotilde). Cette action est organisée depuis juin 2014 par l'association Santé en Entreprise (SEE) en partenariat avec la Maison du Diabète de La Réunion et le Réseau Sophia de l'Assurance Maladie.

Lire le dossier de presse :

<https://fedom.org/2017/10/30/lassociation-sante-en-entreprises-se-bat-contre-le-diabete-a-la-reunion/>

VIE DES PARTENAIRES

Journée Outre-mer Développement (JOMD) le samedi 18 novembre 2017

La FEDOM est partenaire de la JOMD qui se tiendra **le 18 novembre 2017 à Paris**. Nous vous invitons à participer à cet événement qui s'est affirmé comme « le Davos des économies ultra-marines et un rendez-vous incontournable avec la diaspora de l'hexagone ». Plénière d'ouverture avec **Jean-Pierre Philibert**, Président de la FEDOM, à 10H30.

Renseignements et inscriptions sur : <http://www.jomd.fr> (entrée gratuite pour les étudiants).

* *
*

BRÈVES

Menaces sur les constructions de logements sociaux

La baisse de 5 euros sur les APL, va finalement concerner aussi les allocations-logement outre-mer. Et la compensation prévue, en baissant les loyers des bailleurs, va impacter la construction de nouveaux logements sociaux, estime La Fédération du logement de la Guadeloupe.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/menaces-constructions-logements-sociaux-529631.html>

NSI décroche une défiscalisation nationale à 195 millions de francs pacifique

La société Nautisports Industries (NSI) a obtenu une défiscalisation nationale pour 195 millions de Fcfp de travaux d'extension et d'investissements en équipements.

<https://www.radio1.pf/nsi-decroche-une-defisc-nationale-a-195-millions/>

Vale étudie des offres financières pour l'usine de nickel VNC en Nouvelle-Calédonie

Le premier producteur mondial de nickel a reçu des offres d'achat pour une participation dans son activité de nickel et de cobalt en Nouvelle-Calédonie, alors que le directeur général Fabio Schvartsman cherche à réorganiser sa filiale calédonienne. La société basée à Rio de Janeiro est à la recherche d'un partenaire dans l'une des plus grandes exploitations de nickel au monde (VNC) souligne encore l'agence Bloomberg, afin de financer ses investissements en Nouvelle-Calédonie et notamment un nouveau barrage pour les résidus miniers.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/vale-etudie-offres-financieres-usine-nickel-vnc-nouvelle-caledonie-530413.html>

L'avenir de la pêche dans l'Océan Indien

Les pays de l'Océan Indien disposent tous de forte potentialité économique pour le secteur de la pêche. De plus, la pêche est susceptible de pérenniser le développement de la Région Océan Indien étant donné l'insularité des pays. Seulement, pour une finalité environnementale, une réglementation rigoureuse en gestion de l'exploitation s'impose ainsi qu'une politique de développement de l'aquaculture.

<http://www.mediaterre.org/actu,20171108084801,7.html>

Une carte high-tech pour lutter contre la pêche illégale dans le Pacifique

Des cartes interactives permettant de suivre à la trace les bateaux de pêche industrielle dans le monde entier sont utilisées par les gouvernements du Pacifique afin de mieux contrôler leurs zones économiques exclusives et le respect des aires marines protégées. Elles montrent la très forte concentration de bateaux tout autour de nos frontières maritimes.

http://www.tahiti-infos.com/Une-carte-high-tech-pour-lutter-contre-la-peche-illegale-dans-le-Pacifique_a166276.html

Quel avenir pour la Cité des Outre-mer ?

Un collectif de personnalités ultramarines signe ce mercredi 8 novembre une tribune dans les colonnes de Libération pour alerter sur l'avenir du projet de Cité des Outre-mer. Promis depuis quinze ans, le projet devait voir le jour en 2019 mais est au point mort depuis le changement de gouvernement. La ministre des Outre-mer **Annick Girardin** a assuré aux députés que la Cité des Outre-mer "existera" mais que le projet, "pas assez collectif", devait être "repensé" dans le cadre des assises des Outre-mer.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/quel-avenir-cite-outre-mer-530105.html>

http://www.tahiti-infos.com/La-Cite-des-Outre-mer-existera-mais-doit-etre-repensee_a166254.html

Les arbres morts du lac de Petit-Saut enfin exploités

Vingt-trois ans après la mise en eau du barrage, sur le Sinnamary, les arbres morts du lac de Petit-Saut en Guyane seront-ils enfin exploités ? L'entreprise canadienne Triton et la société Voltalia l'envisagent, à l'horizon 2020-2021. Elles souhaitent exploiter et valoriser les arbres morts et la biomasse du lac. Le paysage de cette forêt de bois mort ne disparaîtra pas pour autant, puisque les deux sociétés n'exploiteront que les arbres submergés.

<http://www.franceguyane.fr/actualite/education-sante-environnement/les-arbres-morts-du-lac-de-petit-saut-enfin-exploites-374793.php>

St-Pierre : Un prototype d'énergie thermique des mers présenté à 40 experts internationaux

Alimenter une ville comme Saint-Louis grâce à une énergie propre, l'énergie thermique des mers, une réalité dans les années à venir ? Naval Energies (ex DCNS), l'IUT de La Réunion en partenariat avec la Région travaillent depuis 2009 à un prototype terrestre à échelle réduite de "conversion de l'énergie thermique des mers". Un procédé qui consiste à utiliser la différence de température entre l'eau chaude de surface et celle froide des profondeurs pour produire de l'électricité. Outre La Réunion, des installations sont en expérimentation en Corée, au Japon et aux Etats-Unis.

http://www.zinfos974.com/St-Pierre-Un-prototype-d-energie-thermique-des-mers-presente-a-40-experts-internationaux_a120918.html

Développement économique à La Réunion La Caisse des Dépôts et l'AGORAH, une convention pluriannuelle en préparation

Une convention de partenariat officialisera la coopération entre la Caisse des Dépôts et l'agence d'urbanisme AGORAH. Une façon de renforcer l'action de ces deux acteurs du développement du territoire de La Réunion.

<http://outremers360.com/politique/la-caisse-des-depots-et-lagorah-une-convention-pluriannuelle-en-preparation/>

COP 23 : agir plus durement contre le dérèglement du climat

Présidée pour la première fois par un petit Etat insulaire du Pacifique, les Fidji, les petites îles ont été mises en avant cette année. Frank Bainimarama, le Premier ministre des Fidji, a appelé les délégués à agir plus durement contre le dérèglement du climat.

<http://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/cop-23-agir-plus-durement-contre-dereglement-du-climat-530297.html>

Le nombre de braquages augmente aux Antilles, alors qu'il diminue dans l'hexagone

<http://la1ere.francetvinfo.fr/nombre-braquages-augmente-aux-antilles-qu-il-diminue-hexagone-530045.html>

RAPPORTS, ENQUÊTES ET ÉTUDES

L'économie bleue livre quelques-uns de ses secrets

Un chiffre d'affaires de plus de 21 milliards de francs, 347 structures interrogées sur un total de 2 995. Dans sa deuxième année d'existence, l'Observatoire économique maritime (OEM) vient de publier les résultats de l'enquête 2017 sur le poids de l'économie bleue.

<http://www.lnc.nc/article/pays/economie/l-economie-bleue-livre-quelques-uns-de-ses-secrets>

Pauvreté dans les DOM : un coin du voile se lève ?

En France, le seuil de pauvreté est calculé en proportion du niveau de vie médian national pour tous les départements (en général, fixé à 60 % de ce niveau de vie). Jusqu'à présent, l'Insee utilisait comme référence pour les départements d'outre-mer (sauf pour La Réunion) le niveau de vie local. Comme le niveau de vie médian des Dom est très inférieur au niveau national, le seuil de pauvreté s'en trouvait jusqu'ici minoré (autour de 600 euros en Guadeloupe et en Martinique). C'est un petit pas pour la statistique, mais un grand pas pour les

Outre-mer qui vont connaître la véritable part de leur population vivant sous le seuil de pauvreté.

Voir le tableau et analyse :

<http://www.observationsociete.fr/revenus/pauvret-e-dans-les-dom-un-coin-du-voile-se-leve.html>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 08/11/2017

Décret du 6 novembre 2017 portant nomination des membres du comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires : Mme FLÜRY-HERARD (Anne), en tant que médecin compétent dans le domaine de la radiopathologie, en remplacement de M. le professeur BEY (Pierre), démissionnaire ; Mme VACQUIER (Blandine), en tant que médecin compétent dans le domaine de l'épidémiologie, en remplacement de M. le professeur BARD (Denis), démissionnaire.

JO du 10/11/2017

Arrêté du 3 novembre 2017 portant nomination au Comité spécialisé pour les opérations dans les départements et collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie de l'Agence française de développement : M. Paul-Marie CLAUDON, adjoint au sous-directeur des politiques publiques à la direction générale des outre-mer, en qualité de représentant de l'Etat au titre du ministère des outre-mer, en remplacement de M. Stanislas CAZELLES.